

Alors que, à Gaza, le nombre de morts a pris une ampleur effroyable (34.500 morts, une immense majorité d'enfants et de civils), alors que la famine se développe, alors que le gouvernement israélien continue imperturbablement à bombarder la population réfugiée à Rafah, la mobilisation se développe dans les campus américains de façon inédite depuis la guerre du Viet Nam. Cela touche désormais l'Europe et la France où étudiantes et étudiants se mobilisent sur les sites universitaires car le massacre odieux du 7 octobre par le Hamas ne saurait légitimer la situation génocidaire en cours à Gaza.

Le gouvernement français intervient pour sanctionner des syndicalistes, interdire des conférences... Tout ceci est une claire et inadmissible restriction des libertés démocratiques et académiques. Maintenant, il déloge systématiquement, le plus souvent violemment, les étudiant-es qui occupent des amphis ou plantent des tentes de manière totalement pacifique.

La ministre de l'ESR a demandé aux président-es d'universités "d'utiliser l'étendue la plus complète de leur pouvoirs". Nous condamnons fermement le recours aux forces de police et l'intensification de la violence face aux étudiant-es mobilisé-es en faveur d'un cessez-le-feu et du respect du droit international à Gaza. Nous condamnons également les dizaines d'interpellations effectuées lors des évacuations d'universités, qui visent avant tout à freiner l'engagement d'une jeunesse informée et indignée.

Nos organisations CGT-INRAE et SUD Recherche renouvellent leur revendication de cessez-le-feu immédiat et permanent à Gaza, de libération des otages israélien-nes et des prisonnier-es palestinien-nes détenu.es par milliers sans jugement en Israël. On ne peut tolérer que des armes, ou du matériel servant à la guerre, puisse continuer à être livrées par le gouvernement Français au gouvernement Nethanyahou, au moment même où le procureur de la Cour Pénale Internationale demande conjointement un mandat d'arrêt pour le premier ministre israélien et pour les chefs du Hamas. Nous exigeons l'arrêt immédiat de ces livraisons d'armes. Nous appelons les personnels de l'INRAE à participer aux manifestations prévues dans le pays pour y aboutir.